

[Texte]

It would be ideal, of course, as it is, say in Britain or even in Hong Kong today where every merchant thinks export, and these are countries that have exported for generations. If you go down a street in Hong Kong and you enter a building and go up to the third floor where an exporter has got a little office, he thinks and breathes export. Our manufacturers here do not, and how are we going to change that?

If you could sell the idea to them and convert them all then there is no reason for a trading corporation, they will do the job themselves and better. You heard just before me Dominion Luggage, they would have liked help but they were aggressive and entered the export market on their own. They had the concept and allocated a certain amount of money towards this. As Mr. Ings said, they would be prepared to take a loss or a balance for a while. However, there are many companies of that size who do not even have the concept or the money. And suppose you have other companies of that size, how are we to get them to export? A trading corporation could do it. I cannot see another way.

A trade counsellor in a foreign country cannot engage in buying and selling because if he is sued for something or if the quality is not right it becomes a diplomatic problem. Whereas a trading corporation would not have that problem; it is an individual entity that can buy and sell and negotiate and can be sued, but as an individual body.

**Mr. Cardiff:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Roy.

**Mr. Roy:** Thank you, Mr. Chairman, I will be brief.

The brief is quite clear. As a principle you agree to establishing a national trading corporation, and you say in paragraph 4 that 75 per cent of the working capital should be subscribed by the federal and provincial governments and the balance of 25 per cent should be borrowed from the Bank of Canada and other financial institutions. Do you not think that if the federal and provincial governments are involved to the extent of the working capital it should be reflected in the board of directors?

**Mr. Cardozo:** Yes, I think that should be. Well, it would need representatives from the federal and provincial departments of trade and commerce. I said in paragraph number 2, support, input and board representation from trade and commerce, federally and provincially, will be necessary permanently.

**Mr. Roy:** Yes, but this statement mentions that the majority of the board would be from the private sector. Do you not think that the working capital subscribed by the federal and

[Traduction]

emplois et à équilibrer le budget des devises étrangères. C'est ce que nous voulons faire.

Ce serait l'idéal, bien sûr, comme c'est le cas en Grande-Bretagne ou même à Hong Kong aujourd'hui où chaque négociant pense à l'exportation, et ces pays sont exportateurs depuis des générations. Si vous entrez dans un immeuble à Hong Kong, si vous montez au troisième étage où un exportateur a un petit bureau, il ne pense qu'à l'exportation. Ce n'est pas le cas des fabricants canadiens, et comment allons-nous changer cette mentalité?

Si vous pouviez les convaincre tous, une société du commerce n'aurait pas de raison d'être, ils feraient le même travail eux-mêmes et beaucoup mieux. Vous avez entendu Dominion Luggage juste avant moi; ils auraient aimé recevoir de l'aide, mais ils sont très dynamiques et ils ont pénétré le marché des exportations tout seuls. Ils avaient un but, et ils y ont consacré un certain montant d'argent. Comme monsieur Ings vous l'a dit, ils seraient prêts à perdre de l'argent ou à se contenter de couvrir leurs frais pendant quelque temps. Cependant, de nombreuses compagnies aussi importantes n'ont même pas cette ambition ou l'argent pour la réaliser. Et à supposer que vous ayez d'autres compagnies de cette importance, comment allez-vous les engager à exporter? Une société du commerce pourrait le faire. Je ne vois pas d'autre moyen.

Un conseiller commercial à l'étranger ne peut pas s'adonner à l'achat et à la vente parce que s'il est poursuivi en justice ou si la qualité n'est pas satisfaisante, cela pose un problème diplomatique alors qu'une société du commerce n'aurait pas ce problème. C'est un organisme qui peut acheter et vendre et faire le commerce et qu'on peut poursuivre devant les tribunaux au même titre qu'un simple particulier.

**M. Cardiff:** Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Roy, vous avez la parole.

**M. Roy:** Merci, monsieur le président, je ne vais pas prendre trop de votre temps.

L'exposé est tout à fait clair. En principe, vous êtes d'accord sur l'établissement d'une société nationale de commerce et vous dites au paragraphe 4 que 75 p. 100 du capital d'exploitation devrait être souscrit par les gouvernements fédéral et provinciaux, et que le solde de 25 p. 100 devrait être emprunté à la Banque du Canada et à d'autres institutions financières. Ne croyez-vous pas que si les gouvernements fédéral et provinciaux avançaient 75 p. 100 du capital d'exploitation, ils devraient avoir une représentation correspondante au conseil d'administration?

**M. Cardozo:** Certainement. De toute façon, il faudrait des représentants des ministères de l'Industrie et du Commerce fédéral et provinciaux. J'ai dit, au paragraphe n° 2 que l'appui, les informations et la représentation provenant des ministères du Commerce fédéral et provinciaux seraient nécessaires de façon permanente.

**M. Roy:** Oui, mais vous mentionnez que la majorité des membres du conseil d'administration viendrait du secteur privé. Ne croyez-vous pas qu'il faudrait tenir compte du